

France

L'université tâtonne face au Covid

Repas à 1 euro, gel des loyers, aides d'urgence... Les recettes françaises pour les étudiants peinent à convaincre. Mais les voisins européens ne font pas mieux.



A. Joubert/APP

Soulagement chaotique. Les décisions en faveur des étudiants tombent enfin... et se télescopent. Tandis que les universités se préparent à recevoir, le 25 janvier, les premières années de licence en demi-groupe, comme annoncé par le Premier ministre le 14 janvier, tous les niveaux seront finalement les bienvenus, à hauteur de 20% des capacités d'accueil des établissements, comme l'a dit le chef de l'Etat le 21 janvier. « Nous nous sommes inspirés de ce qui se fait aujourd'hui dans les entreprises, explique-t-on au ministère de l'Enseignement supérieur. Et on ne reviendra pas dessus en cas de reconfinement. » Enfin... s'il reste partiel.

Cours « clandestins »

A l'heure où des restrictions sévères sont à l'étude, et après des mois d'enseignement à distance pour 2,7 millions d'étudiants, ce relâchement semble presque anachronique. C'est que la fébrilité des étudiants

monte. Ils ont d'ailleurs manifesté leur désarroi les 20 et 26 janvier. L'iniquité avec les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles alimente aussi la colère. Et pousse parfois à la désobéissance. A l'Université Bretagne Sud, une professeure d'histoire géographie a donné des cours « clandestins ». Pour lutter contre ce risque croissant d'une résistance aux mesures sanitaires, l'exécutif a donc lâché du lest. En y ajoutant les mesures précédentes qui autorisaient les travaux pratiques à se dérouler en présentiel (annonce du 29 octobre) et les élèves en difficulté à revenir à la fac par groupe de 10 (annonce du 18 décembre), la France augmente la jauge. Et tâtonne.

Comme ses voisins européens. François Germinet, qui préside l'université de Cergy, l'a constaté au sein de l'alliance européenne EUtopia : « Je n'entends que des recteurs désespérés. Personne n'a trouvé la martingale... » Bruxelles, Warwick, Ljubljana, Barcelone... Même l'uni-

Manifestation à Paris, le 20 janvier. Après des mois d'enseignement à distance pour 2,7 millions d'étudiants, la France a augmenté la jauge des capacités d'accueil dans les universités.

versité de Göteborg, pourtant soumise aux règles ultra-light du gouvernement suédois, a fini par rester portes closes. Certaines ont même fermé des services, comme les bibliothèques au Danemark et les résidences en Hongrie!

Les solutions sont loin d'être évidentes. Jean-Paul Roumeas, le conseiller international des Crous, le reconnaît : « Nous sommes tous confrontés aux mêmes difficultés, d'abord au sentiment d'isolement des étudiants et ensuite à leurs problèmes financiers. » Avec la baisse du tarif du resto U de 3,30 euros à 1 euro, le gel des loyers des logements étudiants, les coups de pouce ponctuels (150 euros en décembre) et aides d'urgence, et, dernière trouvaille du gouvernement, les chèques pour un suivi psychologique, les initiatives s'accumulent. Sans convaincre complètement.

Asie et Etats-Unis en pointe

En attendant, les visioconférences s'enchaînent et se ressemblent, abrutissant professeurs et élèves. Il y a pourtant mieux à faire. Les méthodes très en pointe de pédagogie numérique qu'ont su développer certains pays soulignent le retard français. L'Asie, par sa haute culture technologique, les Etats-Unis et l'Australie par leurs grands espaces ont élaboré des plateformes de cours en ligne inégalées. Il existe d'ailleurs une panoplie d'outils, « ice-breakers » (petits jeux pour briser la glace), tutoriels, « escape games » ou « workshops », qui permettent de sortir du train-train. Mais ça ne s'improvise pas. Comme le note cette communauté active de professeurs de physique un peu « geeks » sur le site The Conversation : « Il y a un enjeu évident de formation. Les universités ne pourront pas réagir à temps à grande échelle, les délais sont trop courts. Disons-le crûment, les enseignants doivent s'auto-former. »

Alice Mérieux